



Ecologie, lutte antinucléaire et rapport à la violence dans les années 70

Alexis Vrignon

► To cite this version:

Alexis Vrignon. Ecologie, lutte antinucléaire et rapport à la violence dans les années 70. François Audigier; Pascal Girard. Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970, 2011. hal-03937828

HAL Id: hal-03937828

<https://hal.science/hal-03937828>

Submitted on 13 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ecologie, lutte antinucléaire et rapport à la violence dans les années 70

Le 31 juillet 1977, une marche rassemble 60 000 personnes à Malville dans l'Isère venues protester contre la construction du surgénérateur Superphénix¹. Elle conduit à un véritable désastre. Mal organisé, le cortège fait face à des forces de l'ordre ayant la maîtrise du terrain et dirigées par un préfet intransigeant, René Janin. Confrontés à des jets de cocktails Molotov lancés par une minorité de manifestants, les CRS et gendarmes mobiles répliquent avec des grenades offensives dont la dangerosité est alors mal connue. Un jeune manifestant, Vital Michalon, est tué par le souffle d'une de ces grenades, deux autres manifestants sont mutilés et on recense en outre plusieurs centaines de blessés dans l'un et l'autre camp.

Les analystes des mouvements antinucléaires ont souvent pris en exemple cette manifestation pour démontrer le caractère répressif de l'Etat français dans la conduite du programme électronucléaire des années soixante-dix ; confrontés à un Etat sourd à leurs revendications, les militants antinucléaires auraient été amenés à radicaliser leurs actions et à refuser toute approche réformatrice des problèmes environnementaux². Cette analyse macrosociologique des rapports entre l'Etat et les contestataires donne une explication mécaniste à l'usage de la violence par les militants et n'envisage pas une utilisation politique voire raisonnée de celle-ci. Ainsi, les débats et les controverses qui agitent les militants sur la légitimité de l'usage de la violence, sur les pratiques admissibles et celles qui ne le sont pas s'en trouvent occultés.

Il s'agit d'analyser plus précisément les actes de violence militante commis dans le cadre de la contestation antinucléaire pour mieux en cerner les acteurs et leurs motivations. Au-delà du constat de la diversité de la « société militante écologiste »³, ces données conduisent à s'interroger sur les usages politiques de la violence ; peut-elle permettre la satisfaction de revendication voire un changement de société ? Quel rôle joue le débat entre violence et non-violence dans la structuration idéologique de la mouvance ? L'hypothèse défendue ici est que les débats qui aboutissent à la forclusion de la violence⁴ au sein de l'écologie politique participent d'un processus conflictuel, au cours duquel les différentes cultures politiques qui concourent à la formation de cette mouvance se confrontent, traduisant un phénomène de sortie des « années 68 »⁵.

I. La violence dans la contestation environnementale dans les années 68.

1. Etat des lieux.

Il reste difficile de dresser un état des lieux global de la violence militante dans les luttes écologistes car certaines archives administratives, notamment celles des Renseignements Généraux, demeurent incommunicables, même sous dérogation. Cette situation regrettable

¹ Vincent Porhel, « Creys-Malville contre Plogoff : les nouveaux visages de la lutte antinucléaire », Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel, *68 une histoire collective [1962-1981]*, Paris, La Découverte, 2008, p. 713.

² Herbert Kitschelt, « Political opportunity structures and political protest: anti-nuclear movements in four democracies », *International Organization*, 40/1, 1986, pp. 65-104.

³ Nous entendons par ce terme l'ensemble des personnes et des organisations se reconnaissant dans l'écologie politique. Celles-ci n'ont pas nécessairement de contacts directs entre elles mais partagent des valeurs et des idées et se retrouvent autour de certains combats, notamment la lutte antinucléaire. Définition inspirée par Rémy Rieffel, *La tribu des clercs*, Paris, Calmann-Lévy/CNRS Editions, 1993, p. 29, note 2.

⁴ Terme emprunté à Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998, p. 13.

⁵ Jean-Philippe Legois, Francis Parent, Franck Veyron, Xavier Vigna, « Les années 68 », in Geneviève Dreyfus-Armand (dir.), *Les années 68 : Un monde en mouvement*, Paris, Editions Syllepse, 2008, p. 13.

contraint à s'appuyer sur la presse – militante ou d'information générale – ainsi que sur les témoignages écrits ou oraux des militants. De ce fait, les données recueillies ne peuvent être que partielles ; elles donnent néanmoins un aperçu varié des différentes formes de violence présente dans la contestation environnementale des années soixante-dix.

L'épisode de Malville du 31 juillet 1977 se distingue par les heurts entre les forces de l'ordre et une minorité de manifestants⁶, casqués, armés de bâtons et de cocktails Molotov par l'utilisation de grenades offensives et lacrymogènes parmi les forces de l'ordre. La gravité du bilan humain – un mort, plusieurs blessés graves de part et d'autres et plusieurs centaines de blessés légers – a d'autant plus marqué les esprits qu'il s'agissait à l'origine d'une manifestation de masse, qui devait rassembler au-delà des militants très investis dans les luttes antinucléaires. Aux yeux des observateurs, la violence au sein de la manifestation est en contradiction avec son importance numérique. De fait, rassemblant quelques 60 000 personnes, elle compte parmi les rassemblements contestataires les plus importants de la décennie, avec Plogoff (entre 100 et 150 000 personnes en mai 1980) et le Larzac (50 000 personnes le 14 août 1977). Or, la violence – contre des individus ou des cibles matérielles – n'est généralement pas de mise : l'ambiance y est souvent familiale et festive⁷ et tout acte d'agression physique à l'égard des forces de l'ordre y est mal considéré⁸.

La manifestation de Malville n'est pourtant pas un cas unique. Le 4 octobre 1981, une manifestation organisée à Golfech par la Coordination Régionale Antinucléaire, avec l'appui d'organisations d'extrême-gauche, mais aussi de la CFDT, conduit à l'investissement du site par plusieurs centaines de manifestants qui font face à 150 gardes mobiles⁹. Plusieurs bâtiments et engins de chantiers sont détruits au cours de ces affrontements qui durent plusieurs heures. De tels heurts ne concernent pas uniquement des militants politiques radicaux mais également les habitants des villages concernés par l'implantation d'une centrale. La bataille de Plogoff durant l'enquête d'utilité publique de janvier 1980 a bénéficié d'un très fort retentissement¹⁰ mais ce n'est pas un cas unique. A Chooz, dans les Ardennes, la tension est particulièrement forte entre 1981 et 1983 et les antinucléaires locaux des environs bénéficient du soutien musclé des sidérurgistes de l'usine Vireux, touchée par une restructuration¹¹.

La contestation antinucléaire violente s'exerce également hors du cadre des manifestations classiques¹². Selon Raymond Pronier et Vincent Jacques Le Seigneur, dans le milieu des années soixante-dix, les services des RG du ministère de l'Intérieur recensent chaque année

⁶ Selon les auteurs du livre *Aujourd'hui Malville, demain la France*, les manifestants violents n'auraient guère été que quelques centaines. [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville, demain la France !* Livre noir, Chaix, La pensée sauvage, 1978, p. 75. Le reportage du journal télévisé de TF1 du 31/07/77, nettement favorable aux forces de l'ordre, avance le chiffre de 2 000 manifestants violents. <http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAA7701118901/creys-malville.fr.html>.

⁷ Entretien avec Philippe D. (16/03/2011) présent à Plogoff à la Pentecôte 1980 ainsi qu'à de nombreuses manifestations du Pellerin, confirmé dans un entretien avec Laurent Samuel (23/05/2011).

⁸ Yves-Bruno Civel, « Paluel, échec et reculade », *La Gueule Ouverte – Combat non-violent* (GO-CNV), n°164, 30 juin 1977, p. 9.

⁹ [Anonyme], *Actions directes contre le nucléaire et son monde, 1973-1996. Contribution à l'histoire de la lutte contre les nérotechnologies*, vol. 1 (1973-1982), s.l., Black-star(s) éditions, février 2008, p. 74. Episode rapporté dans *Le Monde*, 06/10/81.

¹⁰ Vincent Porhel, *Ouvriers bretons. Conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2008, p. 232.

¹¹ [Anonyme], *Actions directes contre le nucléaire et son monde, 1973-1996. Contribution à l'histoire de la lutte contre les nérotechnologies*, vol. 2 (1982-1996), s.l., Black-star(s) éditions, février 2008, p. 12.

¹² Observation qui recoupe les analyses de Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France (1918-1968)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 805. L'auteur y souligne que manifester implique l'adhésion aux codes constitutifs d'une société, bien qu'elle puisse dégénérer en insurrection.

jusqu'à une centaine d'actes de « terrorisme écologique »¹³. Sur ce point, le cas de Golfech (Tarn-et-Garonne) est particulièrement bien documenté grâce à l'ample diffusion de brochures militantes¹⁴. Entre 1973 et la fin des années 80, 78 actes violents de protestation antinucléaire sont recensés dans la région toulousaine dont 49 % sont des attentats à l'explosif. 64 % de ces actes ont été commis en 1980 et 1981¹⁵. C'est en effet la période de forte tension durant laquelle la décision définitive de construire la centrale est prise, après un temps d'hésitation consécutif à l'arrivée du PS au pouvoir.

Il ne s'agit parfois que de clôtures brisées, de sucre dans les réservoirs des véhicules d'EDF ou d'engins de chantier sabotés¹⁶. Dans d'autres cas, les attentats à l'explosif sont susceptibles de faire des dégâts autrement plus importants. Leurs auteurs visent principalement les installations nucléaires ou des entreprises de travaux publics collaborant avec EDF. Ainsi, dans la nuit du 3 au 4 mai 1975, un attentat est commis contre la centrale nucléaire encore inachevée de Fessenheim (Alsace). Cette action, revendiquée par le commando Puig Antich-Ulrike Meinhof¹⁷, entraîne des réparations évaluées à 10 millions de francs selon un rapport de l'expert en assurance mandaté par EDF¹⁸. En 1977, de nombreuses actions sont menées dans les mois qui suivent la grande manifestation de Malville contre le surgénérateur Superphénix ; dans la nuit du 19 au 20 novembre 1977, vingt-trois d'attentats à l'explosif touchent plusieurs villes de France et notamment Paris et sa région (la direction d'EDF, une entreprise travaillant pour la défense nationale à Alfortville), Bordeaux (usine Creusot-Loire), Narbonne (centre EDF)¹⁹.

Si certaines de ces actions paraissent l'œuvre d'amateurs, agissant dans une relative impréparation et sans réelle compétence, notamment quand les cibles concernées sont des pylônes ou des garages d'EDF, d'autres semblent beaucoup mieux préparées et l'emplacement des explosifs étant choisi avec soin pour provoquer le maximum de dégâts sans risquer des vies humaines. A cet égard, l'attentat commis contre Marcel Boiteux le 8 juillet 1977 constitue un apex. En effet, les explosifs détruisent en partie le domicile du directeur général d'EDF et auraient pu le tuer, ainsi que sa famille, s'ils ne s'étaient trouvés à l'autre extrémité de la maison. Cet acte, revendiqué par le CACCA (Comité d'Action Contre les Crapules Atomiques), suscite d'ailleurs une large réprobation dans la mouvance écologique. Si les atteintes aux biens ne sont pas formellement condamnées et suscitent parfois la bienveillance des organisations écologistes, les attentats contre les personnes sont largement rejetés et condamnés comme une forme aveugle de terrorisme²⁰. Ainsi, pour importante qu'elle soit, la violence présente dans la contestation antinucléaire reste maîtrisée par les acteurs et n'évolue pas vers une lutte armée clandestine analogue à celle que connaît l'Italie des années de plomb²¹.

2. Des violences écologistes ?

¹³ Raymond Pronier, Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992, p. 55.

¹⁴ [Collectif], *Golfech. Le nucléaire. Implantation et résistances*, Toulouse, CRAS, 1999, p. 82.

¹⁵ [Anonyme], *Actions directes contre le nucléaire*, op. cit.

¹⁶ Didier Anger, *Chronique d'une lutte. Le combat anti-nucléaire à Flamanville et dans la Hague*, s.l., Jean-Claude Simoën, 1978, p. 146.

¹⁷ Claude-Marie Vadrot, *L'écologie. Histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 81.

¹⁸ *La Gueule ouverte*, n°56, 4 juin 1975, « L'attentat de Fessenheim », p. 6.

¹⁹ [Collectif], *Golfech. Le nucléaire*, op. cit., p. 84. Neuf régions sont concernées et les actions sont revendiquées par le CARLOS (Coordination Autonome des Révoltés en Lutte Ouverte contre la Société).

²⁰ Arthur, « Lettre ouverte à un fonctionnaire mal logé (lettre qui n'engage pas la rédaction) », *GO-CNV* n°166, 14 juillet 1977, p. 15.

²¹ Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil*, op. cit.

Cette contestation antinucléaire violente, qu'elle se manifeste face aux forces de l'ordre ou par des attentats nocturnes, est-elle de nature politique et doit-elle être rattachée à l'écologie politique alors en pleine émergence ? Percer l'identité de ces acteurs et leurs motivations est chose délicate : par leur nature illégale même, ils impliquent souvent l'anonymat de leurs auteurs qui n'ont pas toujours la possibilité – ou la volonté – de diffuser des communiqués revendiquant et expliquant leurs gestes. Néanmoins, les deux profils distincts qui se dégagent renseignent sur la structuration de la société militante écologiste dans les années soixante-dix et ses rapports avec la société française.

Le profil local.

De nombreux ouvrages ont célébré la résistance des habitants de Plogoff au projet de construction d'une centrale dans ce petit village reculé du Cap Sizun. Vincent Porhel s'est attaché dans sa thèse à analyser les ressorts culturels et mémoriels qui ont contribué à la formation de cette image²². Il n'en reste pas moins que d'autres sites ont connu de tels moments de tensions, particulièrement lorsqu'EDF et l'administration française donnent l'impression de fonctionner seules, sans que les habitants, qui s'estiment être les principaux intéressés, n'aient vraiment leur mot à dire²³. L'enquête d'utilité publique est une période particulièrement délicate car il s'agit en principe d'une consultation de la population qui peut exprimer son avis sur un projet d'infrastructure et formuler ses interrogations avant une éventuelle déclaration d'utilité publique. Très vite, cette procédure, obligatoire sur le plan légal, est ressentie comme une parodie de démocratie et donne lieu à des incidents et des heurts entre les forces de l'ordre et la population²⁴. L'enracinement local et la crainte de voir son cadre de vie bouleversé expliquent cette radicalisation face aux pratiques d'aménagement du territoire de la V^e République imposées d'en haut²⁵.

Dans ces conditions, il serait aventureux de considérer que ces actes relèvent *stricto sensu* du militantisme écologiste ; il n'y a ainsi pas de corrélation systématique entre une contestation nucléaire radicale et les résultats électoraux des écologistes dans les communes concernées²⁶. Par ailleurs, lorsque c'est le cas, il est rare de constater une implantation électorale durable des écologistes au niveau de ces communes, souvent rurales, qui renouent après les événements avec une vie politique moins agitée sur le plan idéologique. Une telle déconnexion ne constitue pas une preuve formelle mais conduit néanmoins à replacer ces actes dans un contexte très particulier, déterminé par des conditions locales et dans une chronologie spécifique marquée par quelques temps forts²⁷.

Il serait cependant réducteur de faire de ces périodes d'affrontement l'expression d'une infra-politique rudimentaire, une réaction uniquement viscérale des habitants troublés dans leur tranquillité. Un dialogue s'établit entre les habitants et les écologistes aboutissant à une construction commune de la lutte selon des rapports de force complexes et changeants. Les écologistes utilisent ces actions dans leur combat car cela permet de montrer aux autorités la détermination des habitants à refuser le projet²⁸. Certains vont plus loin en y voyant l'esquisse

²² Vincent Porhel, *Ouvrier bretons*, op. cit., p. 223 et ss.

²³ Archives départementales de Loire-Atlantique, Préfecture – Cabinet. 2032 W 254. Etude de Ségeste, Agence Conseil en Relations Publiques, sur la situation au Pellerin. Remise au préfet en avril 1978.

²⁴ A Cruas, au Pellerin ou encore à La Hague, EDF entreprend des travaux préliminaires avant même le début de l'enquête publique.

²⁵ Vincent Porhel, *Ouvriers bretons*, op. cit., p. 272.

²⁶ Alexandre Nicolon, « Oppositions locales à des projets d'aménagement », *Revue française de science politique*, Année 1981, Volume 31, Numéro 2, p. 435.

²⁷ Centre d'histoire du travail (CHT). Fonds Marie-Françoise Gonin. GON 3. Projet de discours refusant l'installation d'une centrale au Pellerin. S.d. [février 1979]

²⁸ Vincent Porhel, *Ouvriers bretons*, op. cit., p. 259.

d'une nouvelle résistance qui, au-delà du refus de l'infrastructure, exprimerait la possibilité d'une lutte plus large contre la technocratie et le productivisme²⁹. De fait, s'il est douteux que cette forme de violence ait un fondement politique, il est indéniable que son interprétation le soit.

Le profil autonome

A l'inverse, d'autres actions sont surinvesties sur le plan idéologique. Celles-ci semblent perpétrées par des individus proches de la mouvance autonome qui voient dans le combat antinucléaire un nouveau front dans leur lutte contre l'Etat, les multinationales et le capital³⁰. Ainsi, le CARLOS justifie les attentats de la nuit du 19 au 20 novembre 1977 en dénonçant « le choix de l'énergie nucléaire, [qui] par la concentration des moyens économiques, technologiques, humains, est l'occasion rêvée pour le capitalisme de pérenniser sa domination sur nos vies »³¹. Dans la région toulousaine, les réseaux libertaires antifranquistes, très actifs au début des années soixante-dix, participent activement à la contestation antinucléaire jusqu'au début des années quatre-vingt³². De fait, les arguments développés dans les communiqués sont semblables à ceux que l'on peut trouver dans la presse écologiste. La revendication de l'attentat contre la centrale de Fessenheim fait ainsi référence à plusieurs luttes écologistes : Minamata, Marckolsheim ou encore Wyhl³³. De même, le communiqué de la coordination CARLOS adressé à *Libération* analyse les dangers environnementaux et politiques inhérents au nucléaire et évoque les principes nouveaux qui doivent guider la société écologique à venir³⁴. Il est ainsi fait référence aux recherches sur l'énergie solaire et l'intérêt du capital à les orienter vers la mise en œuvre de grosses unités de production pour s'assurer le contrôle de l'énergie donc la maîtrise de la société : ce type d'argument est caractéristique des réflexions propres à la mouvance écologiste sur le rôle de la technique dans les évolutions de la société³⁵.

EDF et certains médias hostiles à la contestation antinucléaire ont parfois considérés que la violence des manifestations écologistes s'expliquait par l'entrisme de l'extrême-gauche au sein des organisations écologistes. Il est cependant peu probable que ce soit le cas car divers témoignages montrent qu'il ne faut pas surestimer l'influence des organisations gauchistes dans les combats écologistes³⁶. Il semble plus exact d'évoquer pour la seconde moitié des années soixante-dix une circulation des hommes et des idées entre l'écologie politique alors en pleine structuration et la mouvance libertaire et autonome. Un texte anonyme daté de 1982, rédigé par un groupe autonome de la région toulousaine constate même une « longue tradition de rapports ambigus » entre les auteurs des attentats d'une part et d'autre part les élus et les écologistes partisans d'une contestation plus légaliste³⁷. Ces derniers, sans être directement

²⁹ Arthur, « Lettre ouverte à un fonctionnaire mal logé (lettre qui n'engage pas la rédaction) », *GO-CNV*, n°166, 14 juillet 1977, p. 15.

³⁰ [Collectif éphémère], *Retour sur les années de braise. Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, s.l. mai 2005, <http://cras31.info/textes.html>, consulté le 01/09/2010, p. 15.

³¹ [Collectif], *Golfech. Le nucléaire*, op. cit., p. 85.

³² [Collectif éphémère], *Retour sur les années de braise*, op. cit., p. 17.

³³ Claude-Marie Vadrot, *L'écologie*, op. cit., p. 81.

³⁴ [Collectif éphémère], *Retour sur les années de braise*, op. cit., p. 16.

³⁵ Philippe Lebreton, *L'ex-croissance. Les chemins de l'écologisme*, Paris, Denoël, 1978, p. 31.

³⁶ Benjamin Stora, *La dernière génération d'Octobre*, Paris, Hachette, 2003, p. 194. L'auteur, ancien membre de l'OCI, souligne la méfiance de Pierre Lambert à l'égard de l'écologie et plus largement des Nouveaux Mouvements Sociaux, car l'émergence de ces avant-gardes était susceptible de faire obstacle à la construction du parti révolutionnaire. Voir également Jean-Pierre Salles, *La ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, PUR, 2005.

³⁷ « De l'autonomie diffuse au terrorisme confus », reproduit dans [Anonyme], *Actions directes contre le nucléaire*, vol. 1, op. cit., p. 91.

impliqués dans ces actes, en tiraient parti pour souligner auprès des autorités la force et la virulence de la contestation locale et ainsi installer un rapport de force.

La violence des populations locales et de la mouvance autonome dans le cadre de la contestation antinucléaire obéit à des ressorts idéologiques et culturels en apparence bien distincts. Néanmoins, elle participe de cette « crise du consentement » caractéristique de la France des années 68 qui explique l'écho des mouvements écologistes durant cette période³⁸. Face à cette remise en cause des institutions traditionnelles – l'école, l'armée, l'Etat – l'écologisme propose à la fois une explication et alternative, la société écologique.

A ce titre, comme nous allons le voir, la seconde moitié des années soixante-dix marque l'acmé de ce processus de porosité avant que la structuration de l'écologisme français ne le conduise à se distinguer de plus en plus fortement des actions violentes, marquant pour cette mouvance la sortie des années 68.

II. Violence et non-violence dans la structuration de l'écologisme français.

Par le biais de la presse, notamment *Libération* et *La Gueule Ouverte* qui répercutent les communiqués, les militants antinucléaires et les organisations écologistes comme les Amis de la Terre et le Mouvement d'Ecologie Politique n'ignorent pas la fréquence de ces attentats. Dans une période où la lutte antinucléaire est considérée comme consubstantielle de l'écologie politique³⁹, ces actes obligent les écologistes à se positionner face à la violence comme moyen d'action politique. De fait, les réactions montrent une relation équivoque à celle-ci et une interrogation sur les moyens à mettre en œuvre pour opérer un changement radical de société.

1. Autour de Malville, le débat sur la violence.

Un grand nombre de personnes s'affirmant comme écologistes sont imprégnés par un « gauchisme culturel »⁴⁰ où la violence occupe une place importante dans l'évolution de l'histoire. Ainsi Didier Anger, animateur de la lutte contre la centrale de Flamanville, déclare qu'il « est des moments dans l'histoire d'un peuple (résistance contre le fascisme, émancipation anticolonialiste, émancipation sociale...) où la violence contre la violence est une grande « accoucheuse » »⁴¹, soulignant cependant que les militants écologistes n'ont pas vocation au martyr. Il en va de même pour Arthur, journaliste à *La Gueule ouverte*, qui considère que ces actes ne font qu'exprimer la légitime défense de la population face aux agressions de l'Etat, des multinationales et de la technocratie. A l'inverse, d'autres militants, comme Solange Fernex en Alsace, sont beaucoup plus attachés à la non-violence pour des raisons religieuses ou philosophiques, position qui n'est pas sans ambiguïté lorsque qu'elle se conjugue avec une mise en avant de la désobéissance civile⁴². C'est dans la période précédant la manifestation de Malville du 31 juillet 1977 que les débats sont les plus vifs et les plus révélateurs des lignes de fracture qui parcourent la société militante écologiste. Cette controverse, dramatiquement soldée par la mort d'un manifestant, est déterminante dans la stabilisation du discours écologiste sur la violence militante.

³⁸ Xavier Vigna, Jean Vigreux (dir.), *Mai-juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2010, p. 10.

³⁹ Arthur, « Les écolos aux élections : prudence », *GO-CNV*, n°172, 25 août 1977, p. 5.

⁴⁰ Raymond Pronier, Vincent Jacques le Seigneur, *Génération verte*, op. cit., p. 25.

⁴¹ Didier Anger, *Chronique d'une lutte. Le combat anti-nucléaire à Flamanville et dans la Hague*, s.l., Jean-Claude Simoën, 1978, p. 154.

⁴² Elisabeth Schulthess, *Solange Fernex, l'insoumise*, Barret-sur-Méouge, Editions Yves Michel, 2004, p. 41.

En effet, dans les représentations des antinucléaires des années soixante-dix, le projet de surgénérateur – dit Superphénix – de Malville occupe une place à part. Ce prototype grandeur nature (1300 MW) s'appuie en effet sur une technologie incomplètement maîtrisée et le processus de surgénération nécessite l'utilisation de deux matériaux dangereux : le sodium à l'état liquide et surtout le plutonium. Outre les dangers inhérents à la puissance de sa radioactivité et à la longueur de sa demi-vie, le plutonium est particulièrement rejeté par les militants antinucléaires car il incarne à leurs yeux l'armement atomique⁴³.

La rapidité avec laquelle les autorités françaises décident la construction de Superphénix s'explique la crainte d'un épuisement rapide des réserves mondiales d'uranium : la surgénération, supposée produire du combustible nucléaire à partir des déchets retraités des centrales nucléaires classiques, est alors présentée comme la solution idéale pour résoudre la question énergétique en France. Aux yeux des antinucléaires, le surgénérateur apparaît dès lors comme la clé de voute du programme électronucléaire français ; en faisant échec à Superphénix, c'est l'ensemble du programme qui serait compromis. A l'inverse, le succès du programme signerait l'avènement d'une société policière et totalitaire : l'électrofascisme⁴⁴.

A partir de 1975, il y a donc une dramatisation de l'enjeu autour de Malville et, parallèlement, une interrogation sur les moyens d'action à employer dans la lutte antinucléaire. En effet, les stratégies non-violentes, jusqu'alors particulièrement mises en avant, apparaissent en 1977 de plus en plus inefficace. En 1976, le rassemblement à Malville avait été considéré comme un succès car 15 000 à 30 000 personnes avaient pris part à une marche pacifique vers le site : cela n'avait pourtant pas empêché la poursuite du projet⁴⁵. De même, au cours de l'année 1977, la lutte non-violente contre la centrale alsacienne de Fessenheim n'empêche pas la mise en marche de l'installation⁴⁶. Parallèlement, les écologistes français sont interpellés par le déroulement de la manifestation de Brockdorf en Allemagne durant laquelle une partie des manifestants s'engage dans des affrontements particulièrement violents avec les forces de l'ordre⁴⁷.

C'est dans ce contexte que *La Gueule Ouverte* se fait l'écho des débats sur l'opportunité d'employer la violence pour assurer le succès de la lutte antinucléaire. Durant quelques mois, les positions des différents acteurs – les comités Malville au premier chef – semblent particulièrement floues, louvoyant entre deux positions extrêmes, la violence radicale ou la non-violence totale.

Ainsi, un lecteur de la *Gueule Ouverte* souligne les limites des actions habituelles de la lutte antinucléaire, « porter des pancartes, vendre des autocollants [...] s'asseoir par terre et prendre des coups » et évoque la perspective d'une occupation de Malville par 100 000 personnes qui détruiraient le site, en recourant à la fois à la violence et à la non-violence⁴⁸. Un tel projet n'est pas le fruit des fantasmes d'un seul individu. En effet, une proposition similaire est adoptée par la coordination Rhône-Alpes des comités Malville (2 avril 1977)⁴⁹.

⁴³ Arthur, « Les Assises contre Superphénix : pendant les élections, la lutte antinucléaire continue ! », *La Gueule Ouverte*, n°145, 16 février 1977, p. 20.

⁴⁴ « La société nucléarisée suppose la mise en place d'une caste de techniciens militarisés, obéissant, à la manière de la chevalerie médiévale, à son propre code et à sa propre hiérarchie interne, soustraite à la loi commune et investie de pouvoirs étendus de contrôle, de surveillance et de réglementation », André Gorz/Michel Bosquet, *Ecologie et politique*, Paris, Points Seuil, 1978 [1975], p. 123.

⁴⁵ Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre. Vingt ans au service de l'écologie*, dactylographié, consultable sur <http://www.amisdelaterre.org/L-histoire-des-Amis-de-la-Terre.html>, p. 16.

⁴⁶ « La grosse gifle aux Alsaciens », *La Gueule ouverte*, n°148, 9 mars 1977, p. 8.

⁴⁷ P. Radanne et C. Beulhausen, « Malville n'est pas Brockdorf », *GO-CNV*, n°163, 23 juin 1977, p. 9.

⁴⁸ Ravachol, « La bombe ou la vie », *La Gueule ouverte*, n°147, 2 mars 1977, p. 6.

⁴⁹ « Proposition pour le rassemblement de juillet 1977 », *La Gueule ouverte*, n°155, 27 avril 1977, p. 4.

Ce texte promeut un rassemblement d'un type nouveau, offensif sans remettre en cause l'intégrité des personnes, constitué de petits groupes autonomes tournés vers un même objectif et équipés en conséquence (pinces, cisailles, pioches...) ⁵⁰. Un tel projet s'apparente davantage à une stratégie de guérilla menée par des francs-tireurs qu'à un rassemblement de citoyens protestant contre la politique de leur gouvernement et la question de l'organisation pratique n'est pas vraiment abordée.

Sur ce point, les comités Malville sont cependant loin d'être unanimes : une autre tendance tient à observer des pratiques strictement non-violentes tout en cherchant à reprendre le site ⁵¹. La mise en œuvre de cette proposition n'est pas sans ambiguïté puisque les auteurs soulignent l'intérêt de s'entraîner à éviter les coups de matraque, de se munir de boucliers collectifs contre les grenades soufflantes et de cadres grillagés derrière lesquelles des dizaines de personnes pourraient s'abriter ⁵². Ainsi, l'idée de non-violence apparaît assez floue car elle n'exclut pas l'idée d'une confrontation avec les forces de l'ordre : le coup porté volontairement semble être la ligne rouge à ne pas franchir. Par ailleurs, selon les auteurs de cette proposition, l'objectif du rassemblement de Malville doit être de reprendre le site mais aussi de modifier « les rapports économiques, sociaux humains, que Superphénix et l'industrie nucléaire ont justement tort de figer » ⁵³.

Dans l'esprit des acteurs, il y a donc un débat confus sur la finalité du rassemblement de Malville, confusion qui se cristallise autour du débat sur l'opportunité ou non de recourir à la violence. Pour reprendre la typologie établie par Danielle Tartakowsky ⁵⁴, le projet de manifestation à Malville participe de deux modèles difficilement conciliables. D'une part, la manifestation-insurrection qui prend l'Etat pour cible – via une centrale nucléaire – d'autre part, la manifestation-procession dont l'objectif premier est de construire une image du groupe et une solidarité entre ses membres (notamment en s'exposant à la violence des forces de l'ordre). Cette confusion sur les fins et les débats interminables qui en découlent occultent des questions beaucoup plus concrètes sur les moyens. Est-il réaliste – ou seulement envisageable – d'espérer que 100 000 personnes se lancent dans un élan unanime et néanmoins autonome à l'assaut de la forteresse nucléaire, que ce soit de manière violente ou non-violente ?

Les comités Malville se prononcent finalement pour un rassemblement non-violent qui aurait éventuellement pour but d'occuper le site si la situation le permettait ⁵⁵. Ce consensus global n'empêche pas des voix discordantes de se prononcer pour une « violence révolutionnaire » qui permettrait de détruire l'un des instruments de l'Etat technocratique ⁵⁶. D'autres acteurs, fortement influencés par la non-violence, considèrent les victoires remportées par les luttes doivent être essentiellement politiques : Malville aurait vocation à être la plus grande marche antinucléaire du monde et devenir un symbole par la seule vertu du nombre ⁵⁷. Les positions contradictoires, changeantes dans ce débat illustre la circulation des individus entre différentes scènes militantes et l'impossibilité de trouver à cette époque un exemple d'écologisme chimiquement pur. La société militante écologiste est diverse et se structure à travers de tels débats et d'événements comme Malville.

⁵⁰ *Ibidem*.

⁵¹ Gérard Desquinabo, Jean Jonot, Cédric Philibert, Jean-François Noblet, « Pour un rassemblement non-violent », *La Gueule ouverte*, n°155, 27 avril 1977, p. 5.

⁵² *Ibidem*.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France (1918-1968)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 9 et sq.

⁵⁵ « Malville : l'été sera caniculaire », *La Gueule ouverte*, n°159, 26 mai 1977, p. 3.

⁵⁶ Pierre Jacques, « Malville et la bonté », *ibid.*, p. 4.

⁵⁷ Asselin, « Malville », *GO-CNV*, n°160, 2 juin 1977, p. 10.

2. Violence et écologisme politique : la construction d'une exclusion.

Le syndicalisme étudiant pour Brice Lalonde, le maoïsme pour Didier Anger, voire le Parti Communiste pour Jean Brière : rares sont les militants de l'écologie politique qui n'aient pas connu une socialisation politique antérieure qui favorise le foisonnement des idées et des références au sein de la mouvance⁵⁸. Par ailleurs, aucune organisation ne peut prétendre avoir le monopole de l'expression politique de l'écologisme français : le Mouvement Ecologique n'existe que par son ancrage en Rhône-Alpes et en Alsace, les Amis de la Terre sont divisés entre plusieurs tendances et les groupes locaux veillent à ce qu'aucune expression politique unique n'apparaisse. Dans cette perspective, chaque groupe peut légitimement créer sa propre version de l'écologisme par « bricolage idéologique » pour reprendre le terme utilisé dans un autre contexte par Cl. Lévi-Strauss⁵⁹ puis F. Bourricaud⁶⁰. L'écologie politique ne naît pas *ex nihilo* de l'esprit d'un penseur démiurge mais elle apparaît comme un ensemble de théories, de pratiques et de symboles amalgamés, inspirés par diverses cultures politiques. Le processus de bricolage idéologique, fonctionnant par amalgame, transferts et réinterprétation, est loin d'être irénique et se cristallise notamment lors de conflits ou de débats notamment sur l'usage de la violence.

Considérer que la violence militante serait étrangère aux écologistes et que ceux-ci ne seraient que les victimes naïves de quelques groupuscules incontrôlables ou – à l'inverse – qu'ils exploiteraient une situation qu'ils ne maîtriseraient pas vraiment⁶¹, serait une double erreur de perspective. Par les attentats qu'ils commettent et leur écho dans les médias, ceux qui commettent des actes de violence militante proposent une interprétation particulière de la contestation environnementale qui ne fait pas l'unanimité. Parce qu'ils impliquent une rupture brutale avec l'ordre établi, ces actes amènent les autres acteurs de l'écologisme à proposer leur propre vision de leur mouvement⁶². Ainsi, l'analyse du rapport des écologistes à la violence n'a pas qu'une fonction de radiographie de cette mouvance ; les interrogations sur la violence lui ont permis de se structurer peu à peu et de définir le périmètre de sa société militante.

Alors que la relation des organisations écologistes et des militants antinucléaires à la violence est largement équivoque jusqu'en 1977, le choc provoqué par la manifestation de Malville et les évolutions de la société française conduisent les écologistes à mettre en avant l'importance de la non-violence dans leur démarche⁶³. De fait, il y en cette fin des années soixante-dix une « sortie des années 68 » dont l'évolution du rapport à la violence des écologistes est un bon marqueur. Dans une période où la Bande à Baader exprime l'émergence de nouvelles formes de terrorisme, les écologistes entendent se démarquer de cette image pour ne pas s'aliéner l'opinion publique, considérant qu'ils ne pourront changer la société sans elle⁶⁴. De fait, les sondages d'opinion témoignent du fait que les réactions de l'opinion sont partagées après Malville⁶⁵ ; en tout état de cause, la position pro-nucléaire, dont

⁵⁸ Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, 2008, p. 15.

⁵⁹ Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 26.

⁶⁰ François Bourricaud, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980, p. 26.

⁶¹ C'est par exemple la position de la CGT. [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville*, op. cit., p. 183.

⁶² C'est le sens de la lettre de Brice Lalonde aux écologistes, déjà citée. in [Collectif d'enquête], *Aujourd'hui Malville*, op. cit., p. 43.

⁶³ Brice Lalonde allant jusqu'à la considérer comme indissociable de l'écologie. Brice Lalonde avec Dominique Simonnet, *Quand vous voudrez*, Paris, Pauvert, 1978, p. 180.

⁶⁴ Isabelle Cabut, « Le quotidien de l'hebdo », *GO-CNV*, n°181, 27 octobre 1977, p. 5.

⁶⁵ 52 % des Français estiment que le gouvernement a eu raison de demander au préfet d'empêcher les manifestants de s'approcher du chantier (39 % pensent qu'il a eu tort). 56 % des sondés sont favorables à l'idée d'un référendum pour demander aux Français s'ils sont pour ou contre le plan électronucléaire. Sondage paru dans *Le Nouvel Observateur*, le 08/08/77.

l'affaiblissement était massif depuis le début des années soixante-dix, se rétablit à partir de 1977 pour redevenir majoritaire en 1979⁶⁶. Dans ce contexte, la mise en avant de la non-violence et de la désobéissance civile permet de rester en phase avec une opinion dont le seuil de tolérance à la violence s'abaisse.

Dans la contestation antinucléaire qui agite la France des années soixante-dix, la violence occupe une place importante, qu'elle soit le fait des habitants des sites concernés, des acteurs de la mouvance autonome ou des forces de l'ordre. Au-delà de la confrontation à un Etat omnipotent, ce recours à la violence, toléré sinon accepté par les écologistes jusqu'à la fin de la décennie, traduit plus largement la « crise de consentement » que connaît la France durant cette période. Le profil des individus à l'origine de ces attentats et leurs motivations montrent la porosité des frontières de l'écologie politique durant cette période. Si la trajectoire des groupes autonomes ne fait parfois que croiser pendant quelques années celle des groupes antinucléaires, ils n'en apportent pas moins une contribution importante à la structuration idéologique du mouvement écologiste par l'apport d'un corpus de référence mais aussi en obligeant les différents pôles de l'écologie politique – les Amis de la Terre, *La Gueule ouverte* – à se prononcer sur leurs méthodes et les finalités de leurs actions. Ainsi, progressivement, l'écologie politique acquiert sa spécificité.

A ce titre, le débat violence/non-violence précédant la manifestation de Malville est révélateur des incertitudes et de la quête de sens de l'écologie politique dans la seconde moitié des années soixante-dix. Les luttes sur le terrain peuvent-elles en elles-mêmes mettre fin au programme électronucléaire français ou la solution est-elle politique ? Faut-il privilégier une action groupusculaire menée par un noyau d'individus décidés ou s'ouvrir à la société française, au risque de voir l'écologie s'affadir ? Dans la mesure où l'on veut voir advenir une société écologique, celle-ci doit-elle passer par une révolution violente ?

La mort de Vital Michalon à Malville constitue le symbole d'une période qui se clôt et le début de la « sortie des années 68 ». Dans cette nouvelle configuration politique et sociale, le seuil de violence acceptable s'abaisse comme le montre, à l'échelle locale, la condamnation systématique des attentats antinucléaires dans la région toulousaine à partir de la fin de l'année 1981⁶⁷. L'échec de la plupart des luttes antinucléaires et l'épuisement de la crise de consentement amènent l'écologisme français à s'institutionnaliser pour perdurer, que ce soit sous la forme d'un parti politique – les Verts sont créés en 1984 – ou par la participation aux politiques publiques de l'environnement. Ainsi, l'année 1977 représente pour l'écologie politique l'amorce d'un changement de stratégie : la lutte cède progressivement le pas sur l'investissement dans le mouvement social et la participation aux élections. Au paradigme de la subversion succède l'aspiration à « faire de politique autrement ».

⁶⁶ Vincent Porhel, *Ouvriers bretons, op. cit.*, p. 248.

⁶⁷ [Anonyme], *Actions directes contre le nucléaire*, vol. 2, *op. cit.*, p. 16.